



Le Forum économique international des Amériques: inquiétudes, beaux discours et lourds silences

Par [Global Research](#)

Mondialisation.ca, 10 juin 2008

10 juin 2008

Région : [Le Canada](#)

Thème: [Économie](#)

ATTAC-Québec, le Collectif Échec à la guerre, le Front commun des personnes assistées sociales du Québec (FCPASQ) et le Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE)

À tous les médias du Québec

Pour diffusion immédiate

Le Forum économique international des Amériques :

inquiétudes, beaux discours et lourds silences

Montréal, le 9 juin 2008. Du 9 au 12 juin, la 14^e conférence annuelle du *Forum économique international des Amériques* se tiendra à Montréal et réunira plus de 3 000 délégués des milieux d'affaires et politiques des Amériques. À cette occasion, *ATTAC-Québec, le Collectif Échec à la guerre, le Front commun des personnes assistées sociales du Québec (FCPASQ) et le Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE)* unissent leurs voix pour dénoncer cette rencontre des élites de la classe politique et des gens d'affaires qui va traiter à huis clos, et suivant leur idéologie néolibérale, de certains des maux qui affectent la totalité de la population : écart grandissant entre riches et pauvres, dégradation des services publics, gaspillage des ressources, destruction accélérée de notre environnement, guerres et militarisation de la politique étrangère, etc. Des maux dont l'approfondissement résulte précisément des orientations néolibérales que ces élites ont adoptées depuis plusieurs années.

Alors que le thème central de cette conférence de quatre jours est « **Maîtriser le changement : la grande transition** », un examen plus minutieux du programme nous indique que cette « grande transition » - vers quoi ? pour qui ? - n'est définie nulle part. En dépit d'inquiétudes affirmées au sujet de la crise financière, du réchauffement climatique et de la libre circulation des capitaux (!), rien ne nous permet de croire que les solutions envisagées favoriseront la majorité des citoyens et des citoyennes plutôt que l'élite économique comme c'est généralement le cas.

En ce sens, la sélection des invités est très révélatrice : un déjeuner d'ouverture qui rassemble Jean Charest et Dominique Strauss-Kahn, président du *Fonds monétaire*

international, organisation dont les plans d'ajustement structurel ont mis en tutelle l'économie de nombreux pays du Sud; puis Jim Flaherty, ministre des Finances et l'homme d'affaires Paul Desmarais Jr. Sans compter les très nombreux présidents de banques, l'ancien directeur de la *Réserve fédérale américaine*, le PDG de *l'Association des manufacturiers américains*, le secrétaire-général de l'OCDE, etc. Nous dénonçons surtout la présence d'Henry Kissinger, ancien secrétaire d'État des administrations Nixon et Ford aux États-Unis, dont les politiques ont été marquées par son manque total de respect pour la vie humaine.

Nous nous inquiétons de la série de conférences intitulée « Développement économique et infrastructures ». Les différents sujets abordés se ramènent à des mesures qui, dans le passé, ont montré leurs effets néfastes et que l'on propose pourtant de développer. Ainsi, les communications portent, entre autres, sur le libre-échange entre le Canada et l'Union européenne, alors qu'un véritable bilan de l'ALENA n'a pas encore été fait; sur les PPP, alors qu'il a été montré que ces partenariats, dans la quasi totalité des cas, coûtent plus cher et se révèlent moins efficaces qu'un service public; sur les occasions d'affaires en Afrique, alors que les relations commerciales avec ce continent relèvent davantage du pillage, comme l'ont montré de nombreuses études. « Ces communications viennent faire mentir le titre choisi pour l'événement et laissent entendre que, dans un avenir rapproché, il y aura ni changement, ni transition » indique Claude Vaillancourt d'ATTAC-Québec.

D'autre part, les politiques mises de l'avant par les personnes et institutions présentes à ce sommet sont responsables des problèmes environnementaux et sociaux que nous vivons à l'heure actuelle. « Que ce soit l'agriculture d'exportation, les choix énergétiques ou la spéculation sur les marchandises de première nécessité, la propriété intellectuelle du vivant ou le militarisme, les avenues pavées par ces puissants décideurs nous mènent au bord du précipice. C'est donc avec un profond scepticisme que nous les entendons évoquer le développement durable, le vert pâle de leurs paroles ne couvrant pas leurs sombres réalisations », déclare Yvan Croteau, président du RQGE.

Les sujets qui ne sont pas ou qui sont peu traités à la conférence en disent également très long. Ainsi, l'exclusion des appauvris est une constante de ces forums. Lorsque des affamés s'organisent, manifestent et revendiquent des droits aussi fondamentaux que ceux de manger sainement, de travailler dans des conditions décentes et de vivre dans la dignité, ils menacent l'ordre établi. Justifier de telles réunions, sans remettre en question les règles qui déterminent l'exclusion d'un nombre sans cesse grandissant de personnes et de groupes, est une manœuvre contre les personnes appauvries pour les maintenir dans une société de non-droit. « L'histoire n'a-t-elle pas maintes fois démontré que les grands possédants de ce monde savent s'organiser pour tirer élégamment leur épingle du jeu au détriment du respect du bien commun et du droit à la liberté et à l'égalité de tous les êtres humains ? » spécifie Nicole Jetté du FCPASQ.

Autre sujet totalement évacué : la militarisation grandissante de la politique étrangère de nos pays et l'expansion importante des secteurs militaire et « sécuritaire » de l'économie qui en résulte, créant de nouvelles occasions d'affaires fort lucratives pour un nombre croissant d'entreprises principalement aux États-Unis et au Canada. Selon Raymond Legault du *Collectif Échec à la guerre*, « il s'agit là d'un silence facile à comprendre quand on sait le rôle qu'ont joué ici les grands milieux d'affaires pour favoriser ce virage, en particulier Thomas d'Aquino, PDG du *Conseil canadien des chefs d'entreprises* et membre du Bureau des Gouverneurs du Forum. Dans ce contexte, nous décrions l'annonce récente de la centaine de milliards de dollars de nouvelles acquisitions militaires, un engagement

scandaleux pris par un gouvernement minoritaire pour les vingt prochaines années, alors qu'il y aurait tant à faire avec cet argent pour répondre aux véritables besoins économiques et sociaux de la population et pour enfin remplir les promesses d'accroître l'aide publique canadienne au développement ».

Vécus de façon bien différente selon les pays, les régions ou les quartiers, ce sont de plus en plus les mêmes grands enjeux qui affectent la vaste majorité de la population du Québec, des Amériques et du monde. Et les milieux économiques et politiques, malgré leurs beaux discours, semblent de moins en moins livrer les résultats attendus. En solidarité avec tous ces gens d'ici et d'ailleurs, en tant qu'organismes de défense des droits humains et du bien commun, nous refusons de soutenir un système qui, d'un côté, concentre les richesses entre les mains d'une petite minorité et, de l'autre, cause l'appauvrissement et l'exclusion de la grande majorité de la population mondiale. *ATTAC-Québec, le Collectif Échec à la guerre, le Front commun des personnes assistées sociales du Québec et le Réseau québécois des groupes écologistes* appellent la population québécoise à se méfier des beaux discours et à se mobiliser dans des actions citoyennes de plus en plus importantes pour forcer les changements qui s'imposent

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Global Research](#), Mondialisation.ca, 2008

Articles Par : [Global Research](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca